

DECLARATION LIMINAIRE UNSA EDUCATION CSA-SD du 29.06.26



Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Mesdames et Messieurs les membres du CSA SD,

Alors que les personnels et les élèves des écoles publiques ont suffoqué toute la semaine dernière sous une canicule exceptionnelle, de nombreuses mairies, des services préfectoraux ou encore des établissements privés fermaient leurs portes.

Nos écoles publiques, elles, sont restées en première ligne. Elles ont assuré le maintien de l'activité économique car, chacun le sait, lorsque les écoles ferment, de nombreux parents sont contraints de rester chez eux faute de solution de garde.

Il faut avoir le courage de le dire : dans ces conditions, nous ne faisons plus véritablement école. Nous assurons avant tout une mission de garde. Les objectifs pédagogiques sont caducs.

Être un facteur de stabilité pour la société n'est pas un problème en soi. Nous sommes un service public et nous en sommes fiers. Mais cela suppose au moins deux conditions.

La première est de disposer des moyens nécessaires pour faire face aux crises climatiques sans mettre en danger les personnels et les élèves. Si l'école doit rester ouverte « coûte que coûte », alors il faut investir quoi qu'il en coûte.

De même, il n'est pas acceptable que les personnels les plus vulnérables ne puissent pas bénéficier de mesures de protection adaptées. Il n'est pas davantage compréhensible de maintenir l'ensemble des personnels présents lorsqu'il ne reste plus que dix ou vingt élèves pour huit enseignants. On affiche alors un taux d'encadrement exceptionnel... mais cela confine au ridicule.

Nous dénonçons également la situation de certains bâtiments scolaires récemment construits, qui figurent pourtant parmi les plus vulnérables aux fortes chaleurs. Comment peut-on, en 2026, livrer des écoles qui deviennent de véritables fours dès les premiers épisodes caniculaires ? Chacun se renvoie aujourd'hui la responsabilité — collectivités, architectes, bureaux d'études ou État — mais, pour les personnels et les élèves, le résultat est le même : des millions d'euros d'argent public ont parfois été investis dans des bâtiments inadaptés. Pendant ce temps, on ne cesse de nous donner des leçons de rigueur budgétaire.

Enfin, comment demander aux communes d'investir massivement dans la rénovation thermique, l'isolation ou l'adaptation de leurs écoles aux épisodes climatiques extrêmes, tout en maintenant une politique de carte scolaire qui ferme chaque année des classes, voire des écoles entières, sans aucune visibilité à moyen ou long terme ? Quel maire engagerait plusieurs centaines de milliers d'euros, parfois davantage, sur un bâtiment dont personne ne peut lui garantir qu'il accueillera encore des élèves dans quelques années ? Cette contradiction est

devenue intenable. La transition climatique de l'École ne pourra se faire sans un véritable plan pluriannuel de la carte scolaire, construit en concertation avec les collectivités, donnant de la visibilité aux élus locaux et permettant enfin des investissements cohérents et durables au service des élèves et des personnels. Là encore, nous ne pouvons plus nous contenter d'une gestion à courte vue et de décisions prises au fil de l'eau ; les défis qui sont devant nous exigent une ambition et une stratégie de long terme.

La seconde condition est de prendre soin des personnels. Ils méritent une véritable reconnaissance de leur engagement et plus que des remerciements. Présents à chaque crise, à chaque urgence ils assurent leurs missions, auprès des élèves, des familles et de la Nation, quelles que soient les circonstances.

Leur engagement doit se traduire par de meilleurs salaires, de meilleures conditions de travail et des investissements à la hauteur des défis d'aujourd'hui.

Maintenant que ce second épisode caniculaire est passé, il ne faut surtout pas reprendre le cours habituel des choses comme si rien ne s'était produit. Les épisodes climatiques extrêmes vont se multiplier. Ce que nous vivons aujourd'hui annonce ce que sera l'école de demain si aucune politique ambitieuse n'est engagée.

La mobilisation nationale du 29 septembre prochain devra être un premier rendez-vous. Chaque personnel doit déjà l'inscrire dans son calendrier. Ce sera le moment de demander des comptes et d'exiger enfin que les actes succèdent aux discours.

En ce qui concerne la carte scolaire maintenant et ses ajustements de rentrée, les moyens mis à votre disposition Monsieur l'Inspecteur d'Académie demeurent tellement faibles au regard des besoins du terrain que nous ne nous faisons guère d'illusions quant aux mesures que vous pourrez prendre aujourd'hui. Sachez toutefois que, même si vos services réalisent un travail de qualité, bon nombre de collègues restent avec des classes aux effectifs trop chargés si on est attaché comme nous le sommes à la réussite de chacun de nos élèves. Dans certains cas, les enseignants ne se trouvent plus à faire de la différenciation mais bien de l'individualisation, tant le public de leur classe est hétérogène. Comme nous l'avions dit lors de notre déclaration liminaire du CSA-SD du 31 mars dernier, cette baisse démographique constatée par tous, aurait dû et devrait être l'occasion de baisser les effectifs par classe, d'abonder la brigade de remplacement et de permettre un maillage de territoire réel des RASED... Elle ne sera une fois de plus qu'une logique comptable. Et que dire de la dotation de 8 postes d'AESH pour notre département à la rentrée ? Mauvaise plaisanterie ou réel mépris du terrain et de ce que vivent nos collègues au quotidien avec leurs élèves notifiés et non accompagnés ou bien en deçà de leurs besoins !

Malgré tout cela, l'engagement de l'UNSA Education pour le service public d'éducation reste et restera plein et entier.